

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GPA/53
18 juin 2001

(01-3020)

Comité des marchés publics

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS NATIONALES D'APPLICATION

NORVÈGE

Le présent document reproduit les questions posées à la délégation de la Norvège, les réponses apportées et les observations formulées durant l'examen des législations nationales d'application effectué lors des réunions du 8 mars et du 29 septembre 2000 du Comité.¹ La notification présentée par la Norvège sur sa législation nationale d'application conformément à la décision du Comité reproduite dans le document GPA/1/Add.1 a été distribuée sous couvert du document GPA/10, daté du 10 janvier 1997.

RÉPONSES AUX QUESTIONS DU CANADA ET DES ÉTATS-UNIS

I. LÉGISLATION D'APPLICATION

Question du Canada

Dans la notification norvégienne sur la législation nationale d'application – document GPA/10 –, nous n'avons pas trouvé de mention de l'application des notes 10, 11 et 12 faisant partie des Notes générales de la Norvège figurant à l'Appendice I de l'Accord sur les marchés publics. Quelles procédures la Norvège utilise-t-elle pour mettre ces notes en application? Veuillez fournir des informations sur le nombre et la valeur des marchés publics auxquels l'Accord ne s'applique pas par suite de l'adoption de ces notes.

Il est donné effet aux notes 10, 11 et 12 par diverses dispositions générales figurant dans la législation en vigueur avant la promulgation de la Loi n° 116 du 27 novembre 1992 sur les marchés publics.

Plus précisément, la note 10 doit être lue dans le contexte de la section 11 du Décret royal du 17 mai 1972, modifié pour la dernière fois par le Décret royal du 7 octobre 1988 concernant les "instructions sur la sécurité". La section 11 limite l'accès à certains documents classés secrets aux personnes dûment autorisées.

Il est donné effet à la note 11 par la section 3 de la Loi n° 116 du 27 novembre 1992 sur les marchés publics, qui habilite le Roi au Conseil d'État (c'est-à-dire le Cabinet norvégien) à prendre les décisions mentionnées dans ladite note.

¹ Les comptes rendus de ces réunions ont été diffusés sous couvert des documents GPA/M/13 et 14.

Il est donné effet à la note 12 par la Loi du 17 juillet 1925 sur le Spitzbergen. Il ressort directement du deuxième paragraphe de la section 2, lu conjointement avec le premier paragraphe, que les dispositions légales de nature administrative ne s'appliquent pas au Svalbard. De plus, au paragraphe 10.3.5 de la Proposition n° 65 au Storting (1993-1994) concernant la ratification de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, il est expressément spécifié que les dispositions de la Loi n° 116 du 27 novembre 1992 sur les marchés publics ne s'appliquent pas au Svalbard.

Il ne nous a pas été possible de calculer la valeur des marchés publics exemptés de l'application des dispositions de l'Accord en vertu des notes 10 et 12 ou d'en évaluer le nombre. Aucune exemption n'est à signaler en vertu de la note 11.

II. NON-DISCRIMINATION

Question des États-Unis

*Dans la partie de la notification norvégienne sur la législation nationale d'application (GPA/10) intitulée **Résumé de la législation norvégienne relative aux marchés publics**, il est indiqué que le Règlement sur les procédures de passation de marchés des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications ("Règlement sur le secteur des services d'utilité publique") a été "transposé dans la législation nationale".² Toutefois, l'article 36:2 et l'article 36:3 du Règlement sur le secteur des services d'utilité publique préconisent une discrimination à l'égard des pays autres que les Parties contractantes à l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE) (tel qu'il est modifié par l'annexe XVI dudit accord).*

Dans quelle mesure la Norvège applique-t-elle l'article 36 du Règlement sur le secteur des services d'utilité publique pour les marchés des secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications? Dans quelle mesure le paragraphe "n" des Adaptations sectorielles du Règlement sur le secteur des services d'utilité publique, à l'annexe XVI de l'Accord sur l'EEE, en vertu duquel "l'application du paragraphe 3 [de l'article 36] n'affecte pas le degré actuel de libéralisation à l'égard des pays tiers" et "[l]'application du présent régime fera l'objet d'une révision commune au cours de l'année 1996", a-t-il un effet sur l'application, par la Norvège, de l'article 36 dudit règlement?

L'article 36 autorise une discrimination à l'égard des pays tiers. Toutefois, il est expressément spécifié dans la transposition norvégienne de l'Accord qu'il ne peut y avoir discrimination que dans la mesure où cela n'est pas contraire aux autres accords internationaux. Lorsque l'Accord sur les marchés publics de l'OMC s'applique, les fournisseurs et les fournisseurs de services des Parties audit accord ne peuvent faire l'objet d'une discrimination.

III. PROCÉDURES DE PASSATION DES MARCHÉS

Question des États-Unis

*La partie 5 de la notification norvégienne sur la législation nationale d'application (GPA/10), intitulée **Procédures de passation des marchés à utiliser**, indique que les délais sont calculés à compter du jour où l'entité contractante envoie l'avis et qu'il faut compter 12 jours pour que les avis soient publiés au Journal officiel. Pourriez-vous expliquer si le délai de soumission des offres pour les marchés visés par l'Accord sur les marchés publics est calculé à partir de la date à laquelle l'avis est envoyé par l'entité contractante ou de la date de publication au Journal officiel?*

² En outre, il est fait état du Règlement sur les services d'utilité publique dans la partie "Réponses à la liste de questions" comme constituant le fondement des engagements en matière de non-discrimination.

Dans la législation nationale, les délais sont calculés à partir du jour où l'avis est envoyé par l'entité contractante. En vertu de cette législation, il est prévu 12 jours de plus que dans l'Accord sur les marchés publics; autrement dit, les règles de la législation nationale en matière de délais sont conformes audit accord.

IV. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Questions du Canada

*Dans la partie intitulée **Règles concernant l'utilisation des spécifications techniques**, la Norvège indique qu'"il n'est pas obligatoire d'utiliser des spécifications techniques". S'il n'est pas utilisé de spécifications techniques, comment la nature des besoins est-elle portée à la connaissance des fournisseurs éventuels?*

Les spécifications peuvent être établies par les acheteurs soit selon des normes techniques, soit selon la fonction. Si elles sont établies selon la fonction, les soumissionnaires peuvent proposer des solutions techniques différentes et peut-être novatrices, ce qui peut souvent aboutir à une solution plus efficace.

V. PROCÉDURES DE CONTESTATION DES ADJUDICATIONS

Questions des États-Unis

*La description des trois types de sanctions prévues figurant dans la partie des **Réponses à la liste de questions** de la notification norvégienne (GPA/10) consacrée aux procédures de réexamen et aux sanctions semble montrer qu'il n'existe pas de recours après l'adjudication du marché. Pourriez-vous expliquer quels sont les recours dont disposent, le cas échéant, les fournisseurs qui se plaindraient de violation des règles après l'adjudication du marché?*

Si des règles ont été violées par suite d'une passation de marchés, un fournisseur peut déposer une plainte et être indemnisé pour les dommages résultant de la violation. Après l'adjudication du marché, la législation générale norvégienne sur les contrats s'applique, et notamment le principe du recouvrement du manque à gagner.

Question des États-Unis

*Dans la partie de la notification norvégienne sur la législation nationale d'application (GPA/10) intitulée **Réponses à la liste de questions, Procédures de contestation**, la Norvège indique que la législation nationale en matière de marchés publics ne prévoit pas de délai particulier pour déposer une plainte. Pourriez-vous expliquer si cela signifie qu'une plainte peut être déposée à n'importe quel moment?*

Les affaires concernant la passation des marchés sont du ressort des tribunaux civils et les règles de procédure civile s'appliquent. Le délai général de prescription pour les demandes est de trois ans. Ce délai s'applique aussi aux plaintes déposées dans le cadre de la passation de marchés; autrement dit, des recours sont également possibles après l'adjudication du marché.

Question du Canada

À la partie 4 I) 14) i), qui porte sur les délais prévus pour déposer une plainte, la Norvège indique qu'"aucun délai particulier n'est prévu en matière de marchés publics". Pourriez-vous

apporter des précisions sur cette déclaration? S'il n'est pas prévu de délai, comment peut-on déterminer que les procédures de contestation des adjudications sont "rapides"?

Dans les affaires concernant la passation de marchés, les plaintes sont examinées par des tribunaux civils, où les règles générales de procédure civile s'appliquent. Il n'y a pas de délai de prescription particulier pour ces affaires. Le délai général de prescription, qui est normalement de trois ans, s'applique donc aussi aux plaintes dans le domaine de la passation des marchés. Le moment exact auquel l'adjudication est contestée peut toutefois influencer sur la réparation susceptible d'être obtenue.

Question du Canada

Pouvez-vous fournir des précisions sur la manière dont les membres du tribunal national sont sélectionnés et dont les plaintes en matière de passation des marchés sont examinées par ce tribunal? Si une partie n'est pas satisfaite de la décision rendue par ce tribunal concernant une plainte, comment peut-elle faire appel?

Les affaires concernant la passation de marchés sont du ressort des tribunaux civils, où siègent des juges indépendants nommés par le Roi au Conseil d'État, et relèvent des règles générales de procédure civile. Une partie qui n'est pas satisfaite d'une décision d'un tribunal peut faire appel auprès d'un tribunal supérieur; là encore, si l'affaire revêt un intérêt juridique ou économique suffisant, elle peut faire appel auprès de la Cour suprême.

Question du Canada

À la partie 4 I) 14) ii), la Norvège déclare qu'"un tribunal national peut être saisi d'une plainte pour vice de forme dans une procédure d'appel d'offres". Pourriez-vous préciser ce qui est considéré comme un vice "de forme"? Quelle est la procédure existante pour les vices qui ne sont pas de forme ou les vices constatés lors d'une procédure d'appel d'offres?

Tout non-respect allégué de l'une quelconque des règles sur les marchés publics peut servir de fondement à une plainte. Il n'existe pas de distinction juridique entre les vices de forme et les vices qui ne sont pas de forme et ce sera aux tribunaux de se prononcer sur la réparation.

Question du Canada

Concernant la partie 4 I) 14) vii), un plaignant doit-il être représenté par un avocat dans une procédure de contestation?

Un plaignant n'a pas à être représenté par un avocat pour engager une procédure de contestation; en effet, une partie est libre de ne pas prendre d'avocat, sauf à la Cour suprême. Toutefois, dans la pratique, la plupart des plaignants choisiront de se faire représenter par un avocat.
